



LANCEMENT DE LA FONDATION JOBS FOR AFRICA

GENÈVE, LE 3 NOVEMBRE 2016



LANCEMENT DE LA FONDATION JOBS FOR AFRICA

Président : M. Jamal Belahrach
Modérateur : M. John Sibi-Okumu

Observations préliminaires

M. Frederick Muia, Conseiller principal de l'OIE et Secrétaire de la Fondation *Jobs for Africa* (Fondation JfA) a présenté le modérateur, M. John Sibi-Okumu¹, un célèbre journaliste kenyan de radiotélévision ayant déjà exercé ses talents au niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies et dont le rôle était de guider les intervenants et les participants durant le lancement qui retraçait l'histoire de la croissance en Afrique et explorait les voies et les moyens de traduire une croissance économique durable en emplois, en particulier pour la jeunesse africaine.

M. Sibi-Okumu a rappelé que la Fondation JfA était une initiative des organisations patronales africaines qui, conjointement avec leurs homologues partenaires sociaux, avaient publié un Livre blanc pour l'emploi en Afrique², dont la mise en œuvre serait opérée par la Fondation. En résumé, la Fondation tracerait la voie pour la réalisation d'objectifs communs de croissance durable et d'accélération de la création d'emploi.

¹ Une courte biographie du Président, du modérateur et de la plupart des intervenants est disponible en cliquant ici : http://www.ioe-emp.org/fileadmin/ioe_documents/publications/Working%20at%20Regional%20Level/Africa/EN/_2016-11-03__JfA_Launch_Speaker_Bios_final_.pdf

² Le Livre blanc pour l'emploi en Afrique peut être consulté en cliquant ici : http://www.ioe-emp.org/fileadmin/ioe_documents/publications/Working%20at%20Regional%20Level/Africa/FR/_2016-04-15__C-427_Livre_blanc_pour_l_emploi_en_Afrique_web_.pdf

Il a présenté le Président de la Fondation, M. Jamal Belahrach, qui commença par remercier le Directeur général du BIT, Guy Ryder, pour le rôle qu'il a joué dès le début, il y a trois ans, quand les employeurs africains ont lancé une task force pour chercher des solutions au défi de la situation du chômage en Afrique, en particulier le chômage des jeunes. Le Livre blanc susmentionné a été le résultat de ce travail et il s'agit à présent de relever activement le défi. En donnant un aperçu du chemin à parcourir, M. Belahrach a tenu à souligner le caractère inclusif de la Fondation et le besoin de la considérer comme un partenariat entre plusieurs acteurs dont l'OIE, l'OIT, Business Africa, les syndicats, l'Union européenne, des entreprises privées, entre autres.

Dans son introduction, la Secrétaire générale de l'OIE, Mme Linda Kromjong, a signalé que le lancement marquait le début d'une nouvelle étape dans l'initiative – les étapes précédentes ayant été ponctuées par Casablanca³, puis par le Livre blanc. Elle a dit envisager un avenir prometteur pour cette initiative avec le soutien et l'engagement de tous les participants⁴. La clé du succès réside dans la création d'une structure de gouvernance efficace, qui sera assurée par un Conseil d'administration multipartite.

Prenant la parole au nom de *Business Africa*, sa Secrétaire générale Mme Jacqueline Mugo a confirmé le soutien de son organisation à l'esprit et aux idées de la Foundation JfA. Les témoignages d'engagement lors de ce lancement sont très importants, a-t-elle remarqué, car le début donne le ton pour l'avenir qui devra se caractériser par l'inclusion et la bonne gouvernance. Mme Mugo s'est fait l'écho des vœux de réussite de Mme Kromjong.

Les remarques finales de la séance d'ouverture ont été prononcées par le Dr Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la CNUCED, qui a fait savoir à quel point son organisation apprécie cette initiative, en remarquant que le bien-fondé de toute initiative menée au nom du développement dépend de sa capacité à créer des emplois rémunérateurs, spécialement pour les jeunes. Il a mis en évidence l'importance « de la cohérence et de la convergence politiques » au sujet du « double 30 », c.-à-d. cibler des opportunités pour les moins de trente ans et soutenir des entreprises de moins de trente employés. Il a appelé à la reconnaissance de la responsabilité d'investir dans le développement humain.

Le modérateur a invité les premiers intervenants, M. Amine Tazi-Riffi du McKinsey Global Institute et Mme Azita Berar Awad du BIT, à la tribune tout en expliquant le déroulement en trois parties de la rencontre⁵, ainsi que la possibilité à la fin de prendre quelques interventions des participants.

³ La Déclaration de Casablanca peut être consultée ici : http://www.ioe-emp.org/fileadmin/ioe_documents/publications/Working%20at%20Regional%20Level/Africa/EN/_2013-11-26__Casablanca_Declaration_with_logos__English_translation__web_.pdf

⁴ La liste des participants inscrits se trouve ici : http://www.ioe-emp.org/fileadmin/ioe_documents/publications/Working%20at%20Regional%20Level/Africa/EN/_2016-11-03__Jobs_for_Africa_Foundation_Launch_-_3_Nov._2016__list_of_participants_.pdf

⁵ Le programme est disponible ici : http://www.ioe-emp.org/fileadmin/ioe_documents/publications/Working%20at%20Regional%20Level/Africa/FR/_2016-11-03__Contexte_et_programme_Lancement_Jobs_for_Africa__final_.pdf



Panel I: L'état des économies africaines et le défi de l'emploi

M. Tazi-Riffi a commencé en rappelant le travail réalisé en Afrique cinq ou six ans auparavant par le *McKinsey Global Institute* et repris dans *Lions on the Move I* (*Lions en mouvement I*). Il précisa que ce travail avait été mené « à une époque très différente » où la croissance africaine avait soulevé beaucoup d'intérêt et où le continent avait été « redécouvert » après deux décennies perdues. Les années 2000 s'étaient bien passées et le *McKinsey Global Institute* s'était efforcé de comprendre les raisons sous-jacentes à l'origine de cette croissance, sa qualité et son potentiel de durabilité et de création d'emploi dans le secteur formel.

Il a fait remarquer qu'aujourd'hui la situation était différente. En septembre, après une année de recherche, le *McKinsey Global Institute* a actualisé ses perspectives avec la publication de *Lions on the Move II* ⁶ (*Lions en mouvement II*). Le nouveau cycle se situe après le printemps arabe, après la flambée des cours des produits de base ; les chiffres de croissance ne sont pas les mêmes et la situation macro-économique s'est détériorée. D'après M. Tazi-Riffi cela pose un problème pour la Fondation *Jobs for Africa*, parce que « on ne peut pas parler d'emploi... sans parler de croissance ». L'élément clé est donc de garantir avant tout les conditions de la croissance.

D'après ses prévisions, l'impact de cette nouvelle réalité sur le continent africain sera « très nuancé et différencié », avec un double déficit qu'il sera très difficile de rééquilibrer si les principes fondamentaux ne sont pas fixés. Les impacts seront différents en fonction du risque de change par rapport aux devises fortes, mais aussi en fonction des secteurs.

⁶ *Lions on the Move II* (*Lions en mouvement II*) est disponible ici : http://www.ioe-emp.org/fileadmin/ioe_documents/publications/Working%20at%20Regional%20Level/Africa/EN/_2016-11-03__McKinsey_Global_Institute_-_Lions_on_the_Move_II.pdf

Il a signalé que les secteurs créateurs d'emploi ne sont pas nécessairement ceux qui soutiennent la croissance à long terme. Le secteur manufacturier peut par exemple créer des emplois, mais son objectif premier est de rapporter des devises fortes grâce aux exportations ou par la substitution des importations, et de soutenir le compte courant ; mais le secteur des services peut lui aussi créer de nombreux emplois rapidement. Sans le soutien d'une devise forte, il pourrait y avoir un retour vers un scénario style « années 80 » exigeant des ajustements structurels.

M. Tazi-Riffi a poursuivi en faisant remarquer qu'une grande partie de la création d'emploi de ces dix dernières années a été réalisée dans les services et les industries de grande consommation. Cependant, vu les nouveaux cycles macroéconomiques, McKinsey estime que cette situation ne sera pas véritablement durable si on ne trouve pas des produits d'exportation autres que les matières premières. C'est pourquoi l'industrie dans son ensemble est si importante, et pas seulement le secteur manufacturier ; sans monnaie forte la croissance du continent restera limitée et la qualité des emplois ne suivra pas.

On peut envisager la situation actuelle avec à la fois optimisme et précaution. Optimisme, pour ce qui est de la croissance à long terme parce que les moteurs de croissance sont toujours là et précaution en ce qui concerne les devises fortes et la stabilité macroéconomique. D'une part, la position de l'Afrique dans l'économie mondiale continue à se renforcer (malgré l'impact d'une croissance ralentie sur les marchés émergents) et d'autre part il y a encore des tensions internes qui sont surtout liées à l'urbanisation, l'expansion du secteur bancaire, les télécommunications et les technologies. M. Tazi-Riffi a appelé à la vigilance afin de garder les paramètres importants sous contrôle pour éviter tout choc, en particulier en ce qui concerne les devises fortes.

A la fin il a rappelé que la véritable création d'emploi venait des entreprises. La nouvelle publication du *McKinsey Global Institute* a tenté de se concentrer encore mieux que la précédente sur les champions africains (les Lions), ces jeunes entreprises dynamiques qui vont structurer le nouvel espace. Bien qu'une grande partie de la croissance soit générée par les PME et les très petites entreprises, d'après le *McKinsey Global Institute* les emplois de qualité ont besoin d'un moteur plus puissant et il a tenté d'identifier et de comprendre qui seront les gagnants et les perdants. Dans les pays et dans les entreprises, les réformateurs et les demandeurs d'emploi qualifiés auront la part belle.

Les gagnants – les véritables moteurs de croissance – seront les entreprises qui se recentrent sur les fondamentaux, sur les bonnes stratégies, qui ne se diversifient pas trop sur le plan géographique ou en terme de portefeuille d'activités. Ces entreprises créeront de véritables plateformes de gestion et de compétences – pas seulement au sommet, mais jusqu'au bas de l'échelle ; elles investiront véritablement, se départiront du népotisme et du capitalisme paternaliste pour se réinventer et miser sur la qualité.

La deuxième intervenante de ce panel était Mme Azita Berar Awad, Directrice du Département des politiques de l'emploi du BIT. Mme Berar Awad a tout d'abord félicité les parties d'être arrivées à ce niveau en à peine quelques années. L'important à présent est d'aller de l'avant vers la mise en œuvre. Elle a signalé que sa présentation⁷ serait disponible après la réunion.

Mme Berar Awad a poursuivi en rappelant les points positifs de la croissance africaine, ainsi que l'attractivité du continent en termes d'investissements directs étrangers (IDE) et en signalant

⁷ La présentation de Mme Azita Berar Awad est disponible ici : http://www.ioe-emp.org/fileadmin/ioe_documents/publications/Working%20at%20Regional%20Level/Africa/EN/_2016-11-03__JfA_Launch_Ppt_Azita_Berar_Awad__ILO__Africa_Economic_Outlook.pdf



que même si une baisse des IDE a été enregistrée récemment, il était légitime de se féliciter de la réduction de l'extrême pauvreté.

Elle a ajouté que le travail du BIT sur le continent -ses recherches dans les pays, secteurs et entreprises- mentionnait de nombreux cas de réussite avec création d'emploi et gains de productivité. La question aujourd'hui est de savoir si la croissance peut devenir plus inclusive.

Contrairement à l'orateur précédent, Mme Berar Awad a l'impression qu'il ne suffit pas d'assurer la croissance, il faut également mettre l'accent sur la sécurisation des modèles de croissance inclusive menant à des emplois de qualité.

Il est important, a-t-elle ajouté, de ne pas considérer la jeunesse africaine comme un fardeau, mais comme un dividende avec un potentiel dont il faut tirer profit. Il faudra par conséquent assurer des cadres macroéconomiques pour la création d'emploi ; examiner les modèles les plus réussis et étudier quels investissements seront nécessaires dans les différents secteurs industriels, ainsi que dans l'agriculture et le secteur manufacturier. Il faudra également examiner les compétences et les qualifications nécessaires dans l'avenir, même si la jeunesse africaine n'a jamais été aussi instruite que maintenant. Il ne s'agit pas seulement d'investir dans l'éducation et les compétences, il faut également investir dans des opportunités de création d'emplois de qualité et les promouvoir.

Pour Mme Azita Berar Awad, il faut mieux relier le thème de la croissance avec celui des emplois. Une des manières d'y arriver sera d'avoir une approche sectorielle, y compris en se concentrant aussi sur l'agriculture.





Panel II: Transformer les économies africaines : le rôle essentiel des investissements dans les secteurs clés

M. Sibi-Okumu a encouragé les différents intervenants à réfléchir au rôle joué par les investissements dans la transformation des économies africaines et en particulier le rôle essentiel de l'investissement dans les secteurs clés.

M. Albert Yuma Mulimbi, Président du Conseil d'administration de la Gécamines et de la Fédération des entreprises du Congo a pris la parole. Il a commencé en disant que les investissements sont la clé du développement économique et le véritable moteur du système économique. Il est clair que pour pouvoir construire des routes, créer des sources d'énergie et des biens manufacturés, on a besoin d'investisseurs et d'argent. Il s'ensuit qu'un secteur bancaire structuré est nécessaire et c'est malheureusement ce qui manque dans certains pays d'Afrique.

En parlant du secteur minier, M. Yuma s'est dit conscient de l'importance des investissements étrangers, mais il a fait remarquer que bien souvent les investisseurs étrangers rapatrient leurs bénéfices. Ce qui signifie que quand on parle d'investissement en Afrique il faut créer les conditions pour un investissement local où les profits générés profitent aux communautés locales.

Des progrès sont déjà en cours et M. Yuma a fait référence au soutien de la France sous forme d'un fonds de garantie pour les plus petits investisseurs dans le secteur bancaire, ce qui pourrait largement bénéficier à ces structures qui soutiennent les investissements locaux et font baisser la dépendance vis-à-vis des investissements étrangers.

Il est également important que l'investissement soit sélectif et il a mis en exergue deux secteurs majeurs pour l'Afrique. Il a insisté sur le fait que l'emploi est une question humaine, sécuritaire et morale et qu'il est particulièrement important d'investir dans l'emploi pour les jeunes, et spécialement pour les jeunes femmes. Deux secteurs sont particulièrement importants : l'agriculture et l'industrie. Et en ce qui concerne ce deuxième secteur, il a souligné le besoin



d'une véritable formation professionnelle pour promouvoir l'expertise technique dans le secteur industriel.

Le troisième domaine d'investissement est l'administration publique. M. Yuma a signalé qu'un contexte stable et une sécurité juridique sont les conditions préalables à l'investissement, ce qui implique de former et de payer les administrateurs publics correctement, de reconnaître leur travail et de le valoriser.

L'intervenant suivant, M. John Sendanyoye du Département des politiques sectorielles du BIT, s'est dit en grande partie d'accord avec ceux qui l'avaient précédé. Il a souligné que les moteurs des économies africaines sont divers. Cela signifie qu'il est important d'étudier les avantages comparatifs dans différents pays pour différents secteurs et d'identifier quels sont les secteurs les plus susceptibles de créer de l'emploi. Ceci dit, il a tenu à souligner une constante majeure dans toutes les économies africaines : 70 pour cent de la population africaine a moins de 30 ans et la majorité des Africains sont des ruraux. C'est pourquoi on ne peut pas envisager les secteurs clés dans la plupart des pays sans tenir compte de l'agriculture.

Cependant aujourd'hui l'accent doit être mis sur une agriculture moderne, soutenue par d'autres activités et une capacité agroalimentaire croissante dans les zones rurales. Cela permettrait d'augmenter les revenus ruraux, de diminuer la migration internationale et de renforcer la sécurité urbaine en offrant des opportunités aux jeunes des zones rurales.

M. Sendanyoye a poursuivi en disant qu'il faut également investir dans des infrastructures d'appui parallèles, tant physiques que sociales : routes, soins de santé, éducation et formation conduisant aux compétences requises sur le marché du travail, énergie, etc., ainsi que l'état de droit et la sécurité nationale. Il faut aussi investir dans le dialogue social et M. Sendanyoye a saisi l'occasion pour souligner le rôle clé joué par le dialogue social dans l'élaboration du Livre blanc pour l'emploi en Afrique ainsi que pour le travail futur de la Fondation JfA.

Mme Leila Mokadem a pris la parole au nom de la Banque africaine de développement (BAD), pour présenter l'approche que la Banque a de l'investissement à une époque de transformation du modèle d'entreprises pour mieux répondre aux nouveaux défis qui se présentent en Afrique, au besoin d'intensifier la création d'emploi et l'emploi productif, en particulier à la lumière de la crise croissante du chômage des jeunes.

Mme Mokadem a commencé avec quelques statistiques : 70 pour cent de la population africaine a moins de trente ans, chaque mois un million de jeunes arrivent sur le marché du travail, chaque année la population active augmente d'environ 18 millions de personnes et 80 pour cent des emplois se trouvent dans l'économie informelle. La question est de savoir comment la transformation structurelle des économies africaines peut renverser la tendance ?

Elle a fait remarquer que l'Afrique doit adopter une vision à long terme, en disant que « l'avenir appartient à ceux qui le prépare aujourd'hui ». Il est important que l'Afrique rattrape le monde qui est en train de traverser sa quatrième révolution industrielle et il ne faut surtout pas la manquer. Cela signifie qu'il faut passer à la numérisation, aux sciences des matériaux, à la biotechnologie et à l'intelligence artificielle et s'éloigner de la dépendance des produits de base et des industries extractives. Cela obligera les gouvernements africains à investir et à valoriser l'engagement dans une croissance économique inclusive et dans l'emploi productif, l'énergie, l'agriculture, le secteur manufacturier et d'autres industries ayant un potentiel de croissance supérieure et de valeur ajoutée.

La BAD pour sa part recentre ses activités autour des "High 5" – les cinq principaux canaux par lesquels la Banque réalise son travail et améliore la qualité de la croissance en Afrique : nourrir l'Afrique, éclairer l'Afrique, intégrer l'Afrique, industrialiser l'Afrique et améliorer le niveau de vie. Trois mois auparavant la BAD a lancé son initiative « Des emplois pour les jeunes en Afrique », un programme phare conçu pour stimuler la création de 25 millions d'emplois dans les dix prochaines années. Un soutien de trois milliards de dollars va être mobilisé en faveur des jeunes entrepreneurs en mettant l'accent sur l'incubation d'entreprises et le développement des compétences.

En partenariat avec la Banque européenne d'investissement, la BAD va bientôt lancer l'initiative *Boost Africa*, débloquant ainsi 80 millions d'euros pour plus de 2.000 entrepreneurs afin de leur permettre de créer près de 7.500 emplois directs et 500.000 emplois indirects. Parallèlement, la BAD travaille sur un indicateur permettant de mesurer les chances des jeunes d'accéder à un emploi.

En matière de secteurs, la Banque concentre ses investissements dans le secteur agricole pour développer des opportunités à la fois pour ceux qui quittent l'école et pour les diplômés des zones rurales et urbaines. L'idée est qu'il faut considérer l'agriculture comme une entreprise plus que comme un mode de vie, ce qui la rendra plus attractive pour les jeunes. D'autre part, la Banque a lancé un programme spécial pour stimuler l'entrepreneuriat dans le secteur agricole, appelé « Encourager des initiatives novatrices orientées vers l'agro-industrie », qui permettra de créer 1,5 million d'emplois dans les secteurs alimentaire et agroalimentaire en Afrique et qui selon les prévisions vaudra 1.000 milliards de dollars d'ici 2030.

Mme Mokadem a conclu son intervention par un appel à l'action, en disant « le temps ne joue pas en notre faveur...il faut s'atteler à la création d'emploi pour les jeunes de manière urgente, en construisant des partenariats solides avec des acteurs clés et des financiers. » Elle a ajouté que le lancement de la Fondation JfA jetait les bases d'un tel partenariat et elle a réaffirmé l'engagement de la BAD à agir ensemble avec les autres acteurs.

Les participants ont ensuite accueilli S.E.M. Raj Sookun, Représentant permanent adjoint de la République de l'Île Maurice auprès des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève, qui venait présenter⁸ le miracle économique de son pays.

M. Raj Sookun a commencé par reprendre le contexte historique de l'Île Maurice pour expliquer le chemin parcouru par son pays vers la réussite. Après être passé entre les mains des Portugais, Hollandais, Français et finalement des Britanniques, Maurice a gagné son indépendance en 1968. Le pays n'avait pas de population autochtone et peut donc être considéré comme étant le seul pays d'Afrique à s'être construit uniquement sur la migration. Aujourd'hui l'Île Maurice est composée d'une population multiculturelle, multireligieuse venue de partout dans le monde, ce qui a conduit son gouvernement à adopter la devise « L'Unité dans la Diversité ».

En 1968, le PIB de l'Île Maurice était d'à peine 250 dollars par habitant. Le pays n'avait pas de minerais et peu de ressources naturelles ; le caractère volcanique de l'île ne permettait que la culture de la canne à sucre. Il y avait beaucoup de chômage, la population était peu éduquée, il y avait des tensions ethniques et politiques, sans compter les cyclones. L'économiste nobélisé James Meade de la *London School of Economics* avait prédit que l'île était condamnée à l'échec à cause de sa dépendance à une seule culture : le sucre.

Cependant, grâce à des dirigeants visionnaires et à de bons choix politiques, Maurice a transformé les défis en opportunités et investi dans sa meilleure ressource : sa population. Gratuité de l'éducation, des frais d'examen, soins de santé, pensions, loi rendant l'éducation obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, tous ces éléments ont contribué au progrès. Mais l'étape la plus décisive a été de diversifier l'économie en investissant dans le secteur manufacturier et dans le tourisme, entre autres.

L'Ambassadeur a conclu en encourageant d'autres nations africaines à s'inspirer du succès de l'Île Maurice et à mettre en place les bonnes politiques pour que le succès devienne réalité.

⁸ La présentation de S.E.M. Raj Sookun est disponible ici : http://www.ioe-emp.org/fileadmin/ioe_documents/publications/Working%20at%20Regional%20Level/Africa/EN/_2016-11-03__Ppt_Presentation_HE_Raj_Sookun_-_Mauritius_Economic_Miracle.pdf



Panel III: Construire des partenariats pour l'emploi et les compétences en Afrique

Le Directeur régional du BIT pour l'Afrique, M. Aeneas Chuma, a pris la parole en disant qu'il était d'accord avec la plupart des observations préalables et en ajoutant qu'il souhaitait aborder le point spécifique de la croissance.

S'il est clair que les économies africaines ont progressé dans les 10 - 20 dernières années, il est tout aussi clair qu'on n'a pas créé une quantité d'emplois suffisante pour absorber le grand nombre de jeunes africains qui arrivent tous les ans sur le marché du travail. Cette croissance a entraîné des inégalités. Le véritable débat ne porte pas seulement sur la croissance –l'importance de la croissance macroéconomique est un fait– mais il faut être clair quant au type de croissance recherché. Pour M. Chuma il faut une croissance qui puisse générer des emplois décents avec des revenus décents.

La question cruciale est comment y arriver. Jusqu'à présent la croissance des économies africaines s'est fondée sur le commerce de produits de base, sans valeur ajoutée ou sans valorisation. Il est maintenant indispensable de viser la valorisation, la valeur ajoutée de l'industrialisation. Au lieu d'exporter des grains de café par exemple, l'Afrique doit passer à l'exportation de café.

Pour ce faire, l'Afrique doit relever trois défis. Le premier consiste dans la modernisation, l'actualisation et l'élargissement de ses infrastructures, y compris la production d'énergie fiable, accessible et abordable, conditions indispensables sans lesquelles le passage à l'industrialisation à valeur ajoutée n'aura pas lieu. Le deuxième défi est la taille des économies africaines –l'intégration est essentielle pour rendre les petits pays attractifs pour les investisseurs dans la perspective d'accéder à de plus larges marchés régionaux. Le troisième défi étant la question

des compétences à deux niveaux : il n'y a pas d'emplois suffisants pour absorber les jeunes qualifiés et en même temps il y a inadéquation des compétences.

Il s'agit de relever ces trois défis si l'on veut progresser en matière de création d'emplois décents. Cependant, a-t-il poursuivi, une discussion sur l'emploi ne sera exhaustive que si l'on reconnaît le rôle de l'entrepreneuriat – il est peu probable que les économies puissent générer assez d'emplois pour absorber le nombre de jeunes demandeurs d'emploi, étant donné les avancées en matière de technologies et de productivité. Il conclut en disant que les partenariats avec la BAD et la Commission économique pour l'Afrique, entre autres, sont importants pour faciliter la création des conditions locales nécessaires afin de favoriser la prise de risque et l'entrepreneuriat, ainsi que les investissements dans une production à valeur ajoutée.

S'exprimant au nom de la Commission européenne, M. Zissimos Vergos, Chef d'équipe pour le développement du secteur privé, a tout d'abord mis en exergue le rôle de l'inclusion sociale dans le développement économique. Il a également fait référence à l'expérience de l'Ile Maurice et son développement des chaînes de valeur, comme un exemple à suivre.

M. Vergos a poursuivi avec l'Agenda 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD), comme étant une percée pour reconnaître le besoin d'une économie à triple approche, signalant au passage que les pays qui arrivent à gérer leurs avancées sur les plans financier, social et environnemental sont ceux qui progressent de manière durable.

Il a salué la Fondation JfA comme étant un marché d'idées pour rendre les économies africaines plus proactives en attirant les investissements, ajoutant que l'histoire récente avait démontré qu'une fois que les conditions cadres sont fixées, les investisseurs s'installent. C'est pour cette raison que le plan d'investissement extérieur de l'UE arrive à réunir un capital-risque important et un mécanisme de garantie pour stimuler des modèles d'investissement en concordance avec la philosophie des ODD, en prenant l'Afrique comme une des zones géographiques focales.

M. Vergos a été suivi par M. Mamadou Diallo, Directeur du Département des droits humains et syndicaux à la CSI. M. Diallo a tout d'abord remercié toutes les personnes impliquées dans la Fondation JfA et en particulier M. Jamal Belahrach, pour le travail accompli sur ce projet qui a permis d'en arriver à cette étape de mise en œuvre. Malgré quelques discussions « aigres-douces » par le passé, les parties sont arrivées à un solide engagement de tous les acteurs. Le partenariat se fonde sur le dialogue social, qui doit demeurer au centre de l'initiative et de l'avenir de l'Afrique.

Se faisant l'écho des intervenants précédents, M. Diallo a pointé du doigt le problème de la croissance qui n'a pas été inclusive. Du côté positif cependant, il y a le potentiel de la jeunesse africaine, avec 420 millions de jeunes qui doivent être canalisés dans des emplois productifs de qualité.

Rejoignant M. Vergos, M. Diallo a accueilli la Fondation JfA comme une plateforme permettant de proposer des réponses. D'après lui une approche sectorielle est importante, ce qui implique de mettre l'accent sur l'agriculture qui occupe 70 à 80 pour cent de la population. Le deuxième objectif doit être l'industrialisation, avec la transformation des matières premières africaines se faisant localement. Tout comme d'autres intervenants, M. Diallo a dit que l'Afrique ne pourra pas se développer « de l'extérieur ». C'est pourquoi tant les investissements que les partenariats –les deux sujets du jour- sont si importants. Ce qui inclut également les partenariats public-privé.

M. Emmanuel Julien, Directeur adjoint du Département Entreprises du BIT, a commencé par féliciter l'OIE et *Business Africa* pour l'opportunité de l'initiative JfA. L'opinion de son Département est qu'il ne peut y avoir d'emploi en Afrique sans un secteur privé fort. Si les IDE et les transferts de fonds sont importants, M. Julien a signalé que l'Afrique a surtout besoin d'une croissance auto-générée et du renforcement de l'autonomisation par les chaînes de valeur, qui devenaient de plus en plus intra-régionales. Emploi signifie formation, confiance en soi et opportunités. En



outre, a-t-il ajouté, cela implique aussi le développement individuel et collectif et la stabilité sociale. D'après M. Julien la reconnaissance de la chaîne de causalité est au centre du développement et de la mise en œuvre des programmes du BIT en Afrique : il n'y a pas d'emploi sans entreprise ; pas d'entreprise sans travailleur et pas de travailleur sans entrepreneur.

En tant qu'organisation tripartite, l'OIT est le partenaire naturel de la Fondation JfA, elle-même basée sur le tripartisme et le partenariat et il a réitéré l'engagement de son département au projet, compte tenu de son approche cohérente. Dans le but d'aider à l'instauration d'un contexte favorable à la création et au développement d'entreprises et de sociétés, il a mis l'accent sur le programme SCORE du BIT destiné aux PME, qui se base sur une approche collective rassemblant tous les acteurs en vue de promouvoir la productivité des PME et la création d'emploi.

Le dernier intervenant du Panel III était M. Mthunzi Mdwaba, Vice-président régional de l'OIE pour l'Afrique et représentant de *Business Unity South Africa*. Il a repris le point de M. Julien à propos de la productivité comme Président de l'Institut de Productivité d'Afrique du Sud, qui est aussi une organisation tripartite. L'implication des représentants des travailleurs est importante, a-t-il remarqué, car on ne peut pas discuter de productivité et de salaire séparément. Quand on parle de gains de productivité il faut, dit-il, partager les gains.

M. Mdwaba a poursuivi en faisant remarquer la dépendance de l'Afrique du Sud vis-à-vis des investissements directs étrangers (IDE) qui, s'ils sont effectivement importants pour la croissance, doivent être envisagés de manière réaliste, à savoir que bien souvent ils ne restent pas dans le pays et que l'Afrique du Sud n'investit pas suffisamment pour elle-même. Il rappela la remarque de M. Julien sur le besoin d'autogénération.

En référence au thème du panel sur la création de partenariats, M. Mdwaba a critiqué la mentalité du cloisonnement. Pour relever le défi de l'emploi des jeunes en particulier, il faut que les décideurs politiques intègrent la jeunesse elle-même dans la démarche.



Débat

M. Sibi-Okumu a ouvert le débat en posant lui-même la première question en revenant au Panel I sur l'état des économies africaines, pour demander s'il est plus important de sécuriser la croissance en soi ou les modèles de croissance.

Mme Azita Berar Awad a répondu que la croissance est importante mais que les modèles de croissance intègrent les cadres macroéconomiques en termes de potentialité pour atteindre l'objectif essentiel qui est de promouvoir l'emploi, la productivité et la stabilité économique.

Un membre du public a réaffirmé que la question de la réindustrialisation de l'Afrique est cruciale pour créer des emplois durables et atteindre la diversification.

Le modérateur a demandé à S.E.M. Raj Sookun comment et combien de temps il a fallu à l'île Maurice pour atteindre le miracle économique. Il répondit que cela avait pris 15 ans, en impliquant la diversification du secteur sucrier vers le secteur manufacturier, le tourisme, les zones franches, les services financiers, les TIC et les PPP, entre autres.

M. Sibi-Okumu est revenu sur la question des administrations efficaces comme pilier pour soutenir l'investissement. M. Yuma a remarqué qu'une des contraintes du développement de son propre pays est le manque de formation et d'éducation, qui crée une barrière à l'efficacité des administrations et de l'investissement dans le pays.

Le Vice-ministre de l'emploi du Ghana, M. Baba Jamal, a abordé la question de l'éducation parce qu'elle est liée à l'agriculture et il a déclaré qu'il ne suffit pas de donner des tracteurs aux fermiers, mais qu'ils ont besoin de connaissances et de formation pour pouvoir appliquer des méthodes de production modernes. Mme Mokadem a quant à elle décrit le travail réalisé par la BAD au niveau du financement et du renforcement des capacités pour apprendre aux fermiers à travailler ensemble, à améliorer la production et le stockage et les associer à l'agro-industrie, en bref la BAD a adopté une approche globale pour soutenir l'agriculture.



Mme Khadija Kassachom, Secrétaire principale du Ministère du Travail du Kenya, a soulevé le fait que l'âge moyen d'un agriculteur kenyan est de 61 ans. Les jeunes instruits et la masse des sans emplois ne souhaitent pas travailler dans l'agriculture, ce qui représente un problème parce que l'agriculture est un des piliers de l'économie kenyane. La question est de savoir comment faire de l'agriculture une perspective d'emploi attirante.

M. John Sendanyoye a rappelé l'intervention de Mme Mokadem, estimant qu'il faut arrêter de voir l'agriculture autrement que comme une entreprise. Avec une écrasante majorité de la population qui est encore rurale et des mouvements migratoires des zones rurales vers l'étranger ou vers les zones urbaines du pays, une des réponses à apporter serait d'augmenter le nombre d'emplois dans l'agriculture en industrialisant la production, pas uniquement par de grandes entreprises, mais aussi avec de petites et moyennes usines de transformation agroalimentaire qui approvisionneraient les centres urbains d'Afrique en denrées alimentaires.

En passant au thème du troisième panel : construire des partenariats, le modérateur a invité les participants à poser d'autres questions.

M. Thomas Seghezzi de Rainbow Unlimited, une entreprise du secteur privé qui met en place des écoles de gestion hôtelière en Afrique, a repris le thème du développement des compétences.

Alors que les jeunes africains sont sans doute mieux éduqués que leurs parents, il a fait remarquer que les systèmes d'éducation hérités du Royaume Uni et de France ont tendance à orienter les jeunes sortant du lycée vers les universités. Il a lancé un appel en faveur de l'adoption du système suisse qui met l'accent sur la formation professionnelle via l'apprentissage, pour rendre les jeunes africains plus aptes à l'emploi, en particulier dans le secteur du tourisme qui génère de nombreux emplois et qui se développe énormément sur le continent africain. M. Seghezzi a proposé des partenariats afin de soutenir des étudiants grâce à des subsides qui permettraient de financer la formation professionnelle dans des secteurs fortement créateurs d'emplois.

Mme Sheila Wemba, Directrice du Secrétariat pour la Convention des armes à sous-munitions, a souligné les défis du développement d'infrastructure dans des zones touchées par des conflits.

Le Président du BIAC, Phil O' Reilly, a été particulièrement intéressé par l'idée de développer le dialogue avec les syndicats autour des compromis à faire entre productivité et salaire et il a demandé à M. Mdwaba quelles sont les grandes questions de productivité en Afrique du Sud, supposant qu'elles sont différentes de celles vécues dans les pays développés.

En ce qui concerne les infrastructures, M. Chuma a mis l'accent sur l'importance des infrastructures sociales – la qualité de l'éducation, les écoles, la formation. Il a également fait remarquer que de nombreux conflits en Afrique sont perpétrés par des jeunes gens sans compétences ni qualifications et qui sont vulnérables à la manipulation. Par conséquent, il est crucial d'investir dans des infrastructures à forte densité de main d'œuvre afin de fournir aux jeunes un emploi productif et des compétences comme alternative à l'oisiveté. Il a fait référence au travail du BIT au Libéria et en République Centrafricaine qui s'est impliqué dans la construction de la paix et la réhabilitation des infrastructures. Le grand défi reste l'inadéquation des compétences. Le BIT travaille sur le sujet, en menant des enquêtes d'information sur le marché du travail et des enquêtes sur la transition de l'école au travail dont il utilisera les résultats pour répondre à ces défis.

En réponse à la question de M. O'Reilly concernant les facteurs impactant la productivité en Afrique du Sud, M. Mdwaba a répondu très brièvement, vu les contraintes de temps, soulignant le manque de compétitivité, la rigidité du travail, les questions liées à un secteur public pléthorique, le manque de réinvestissements dans le pays et le manque de confiance entre les partenaires sociaux qui ont une incidence sur la capacité à mettre en œuvre les décisions.



Conclusions

Le Directeur général du BIT, Guy Ryder, a été invité à prononcer les premières conclusions.

Il a commencé en disant à quel point il était important pour lui d'être présent au lancement de la Fondation JfA, étant donné le soutien et l'engagement du BIT dès le départ il y a trois ans. Il a souligné l'importance du caractère collaboratif de l'initiative et a ajouté que le lancement marquait un tournant à partir duquel l'engagement deviendrait opérationnel : « A présent nous avons vraiment la responsabilité de travailler ensemble pour concrétiser ce programme éminemment important. »

Avec le défi du chômage des jeunes comme " priorité des priorités ", il a dit que l'Afrique est jeune, talentueuse et dotée d'un énorme potentiel et il a appelé les différents acteurs à garder à l'esprit le contexte international fourni par le programme de développement durable à l'horizon 2030. De nombreuses questions soulevées lors du lancement :



industrialisation, infrastructure, agriculture, inégalités, renforcement des institutions, création d'emploi, figurent également dans l'Agenda 2030, qui s'adresse aussi aux entreprises.

Guy Ryder a poursuivi en remarquant que quand le monde entier s'est réuni à Addis Abeba en juillet 2015 pour discuter du financement du développement, qui fait intégralement partie de l'Agenda 2030, il était clair que si l'aide internationale au développement est importante, tout comme les IDE, le gros du travail devait être fait par la mobilisation des ressources internes, ce qui signifie le secteur privé, des entreprises qui fonctionnent et qui se développent et un Etat qui assume sa juste part au niveau des recettes fiscales, en les utilisant efficacement et honnêtement dans de bonnes administrations et institutions.

Il félicita M. Belahrach pour son ouverture vers les partenaires sociaux dans son travail de mise en œuvre de la Fondation JfA, soulignant que le dialogue social est la seule manière de réaliser ce dont M. Mdwaba avait parlé : s'assurer que les gains de productivité soient partagés et utilisés pour la création d'emploi en Afrique dans l'intérêt de tous.



Mais le mot de la fin est revenu au Président de la Fondation JfA, M. Jamal Belahrach, qui a remercié tous ceux qui ont travaillé dans l'ombre pour pouvoir réaliser cet évènement. Il a également remercié le BIT, ainsi que Business Africa et ses homologues des syndicats et les entreprises privées, pour leur soutien et leur engagement dès le départ. Il souligna également l'appui et la contribution de la Commission européenne. M. Belahrach a tenu à mettre l'accent sur le caractère inclusif de cette initiative.

La jeunesse africaine, a poursuivi M. Belahrach, doit avoir envie de rester sur son continent pour réaliser ses rêves et la Fondation a été créée pour démontrer que c'est possible.

Il a aussi fait remarquer l'interdépendance des progrès sociaux et économiques et le besoin pour toutes les parties d'être unies autour de l'objectif commun de maintenir la croissance et d'accélérer le rythme de la création d'emploi.

Dans ses remarques finales, M. Belahrach a énoncé trois messages clés : la Fondation JfA a l'ambition de s'attaquer à la question du chômage des jeunes ; il faut qu'elle sensibilise sur le fait que le chômage n'est pas seulement un problème économique et social, mais qu'il a aussi un impact sur la sécurité et finalement que les prochaines étapes consisteront à prendre des mesures pour mettre en œuvre les recommandations du Livre blanc, pays par pays, région par région, avec l'appui et la participation de tous les partenaires dans un esprit de coopération.





La Fondation Jobs for Africa
71 Avenue Louis-Casaï
1216 Cointrin
Genève
Suisse

T : +41 22 929 00 05
F : +41 22 929 00 01

Email : info@jobsforafrica.org
Site web : www.jobsforafrica.org
🐦 @africajobsforce



International Organisation of Employers
Organisation Internationale des Employeurs
Organización Internacional de Empleadores
The Global Voice of Business

Organisation Internationale des Employeurs
71 Avenue Louis-Casaï
1216 Cointrin
Genève
Suisse

T : +41 22 929 00 00
F : +41 22 929 00 01

Email : ioe@ioe-emp.org
Site web : www.ioe-emp.org
🐦 @oievoix

LANCEMENT DE LA
FONDATION JOBS FOR
AFRICA